

Initiatives ministérielles

aujourd'hui au Canada. Ce projet de loi échoue à tous égards à rétablir ces valeurs et ces vertus avec lesquelles la plupart des Canadiens ont grandi.

Quand je dis la plupart des Canadiens—je regarde autour de moi et je vois mes collègues d'Essex, de Spadina, vous, monsieur le Président, et le député de Chatham—je ne suis pas sûr que notre collègue, le ministre de la Justice fasse partie de ce groupe d'âge, et je ne l'inclurai pas dans ce groupe. Cependant, je suis persuadé que nous avons tous grandi animés d'un sentiment de loyauté et d'amour envers notre pays qui semble ne plus être aussi évident aujourd'hui.

Nous sommes toujours confiants en l'avenir. Je ne suis pas sûr que, si la tendance actuelle continue, ceux pour lesquels nous peinons et travaillons aujourd'hui—nos enfants et nos petits-enfants, en particulier les miens, Bradley, Joseph et Victoria—ressentiront un jour ce sentiment que nous avons connu quand nous étions enfants et profiteront des institutions que notre pays, le Canada, a mis à notre disposition.

Je vais, durant le peu de temps qui me reste, essayer—si vous le voulez bien—de préciser ma pensée. L'une des erreurs les plus graves commises par le gouvernement du Canada ces dernières années—peut-être en fait la plus grave—est ce qu'il a essayé de faire à notre économie. Il a essayé de changer l'orientation qui était la sienne depuis plus de 115 ans.

Le patrimoine, la richesse et les emplois que notre économie nous a permis de créer, ont toujours—jusqu'à l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement—reposé au Canada sur une industrie primaire. Il n'y a pas à avoir honte quand on nous traite de porteurs d'eau et de coupeurs de bois. En fait, je pense que, quand on nous décrit ainsi, c'est un compliment que l'on fait à ceux qui travaillent hors des grands centres, dans l'industrie agricole, forestière ou minière et qui n'ont pas peur de se mettre à la tâche et de se salir les mains. Il n'y a pas à avoir honte du fait que la puissance et la richesse de notre pays résident dans ses ressources naturelles.

Parlant de ressources, voyons un peu ce que nous avons. L'agriculture, par égard pour mon collègue de Chatham, cette belle région du sud-ouest de l'Ontario qui produit une telle abondance de fruits et de légumes au printemps, à l'été et à l'automne, ce à quoi j'ai eu la chance de participer durant nombre d'années. . .

Quand on parle d'agriculture, sans exclure l'Ontario et d'autres régions du pays, on pense principalement aux provinces de l'Ouest et au blé. Qui dit blé, dit nourriture.

Il semble qu'on ne puisse pas parler du blé sans que cela évoque l'idée de nourriture.

Je sais que mon collègue songe à utiliser le blé à d'autres fins, notamment la production d'énergie. Je le félicite pour le travail qu'il a accompli et les efforts formidables qu'il déploie dans ce dossier.

• (1830)

Il reste que, au Canada, le blé est d'abord et avant tout synonyme de nourriture. Quand on pense qu'il y a tant de gens qui souffrent de la faim au Canada comme dans le monde entier, le Canada a un défi de taille à relever pour devenir la corbeille à pain de la planète et arriver à nourrir, outre tous ces Canadiens, les centaines de milliers, voire les millions d'habitants de la planète qui ont besoin de blé et qui ont besoin de nourriture, ne serait-il pas de bon augure que notre pays montre l'exemple en donnant de la nourriture aux millions de Canadiens qui en manquent.

Nos produits agricoles peuvent servir à cette fin. Nos collectivités rurales pourraient produire—qu'il suffise de penser à la richesse que recèlent les provinces de l'Ouest—pour peu qu'on le leur en donne la chance, plus de nourriture qu'il n'en faut pour nourrir le monde entier.

Nous avons donc les ressources et l'énergie. Il y a les ressources que produit l'industrie forestière, la plus grosse industrie au Canada. Elle rapporte 40 milliards de dollars par an, dont 20 milliards en recettes d'exportation. Elle donne en outre de l'emploi à 800 000 Canadiens chaque année. Il y a aussi l'industrie minière.

Voilà les principales industries qui composent le secteur des matières premières au Canada. Nous devrions réévaluer notre avenir économique et le fonder de nouveau sur le secteur primaire qui a fait la force du Canada durant 115 des 124 dernières années. En revenant à nos ressources, nous pourrions édifier l'assise qui nous permettra de relever les défis dans d'autres secteurs de l'activité économique.

Je ne suis pas sûr qu'avec les conservateurs, ce projet de loi portant pouvoir d'emprunt, le dernier budget et plusieurs des budgets dont la Chambre a été saisie précédemment, nous allions dans ce sens. Nous n'avons pas su reconnaître la valeur des industries basées sur les ressources premières. C'est ce qui explique le dilemme dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, je veux emboîter le pas à mon savant collègue, qui a cerné la véritable lacune de ce projet de loi. Comme le dit le député de Thunder Bay—Nipigon, ce projet de